

ENTRETIEN AVEC MEHMET ALI BIRAND

LE RAPPROCHEMENT ENTRE LA GRÈCE ET LA TURQUIE EST IRRÉVOCABLE

Mehmet Ali Birand, journaliste turc, spécialiste des questions européennes et des relations gréco-turques a été pendant vingt ans correspondant à Bruxelles de différents organes de presse. Actuellement il est un des principaux responsables de la rédaction de la chaîne de télévision CNN-Turquie.

Cet entretien a été réalisé par Jean Catsiapis *

Question :

De nombreux hommes politiques français de droite et de gauche ont réagi négativement à la décision du Conseil européen d'Helsinki acceptant le principe de la candidature de la Turquie à l'Union européenne. Etes vous surpris par leur réaction ?

Réponse :

Je suis déçu de la réaction de certains d'entre eux. J'ai vécu pendant vingt ans à Bruxelles et pendant cette période les Européens et surtout les Français ne m'ont pas avancé la religion comme obstacle à la candidature turque. Or aujourd'hui la culture, la religion, ne sont certes pas l'objection principale formulée contre la Turquie mais constituent cependant le second ou le troisième argument de ceux qui s'opposent à l'adhésion de la Turquie à l'UE. Je pense que ces hommes politiques seront obligés d'accepter la Turquie, mais qui bien sûr aura changé.

Q. : Quels sont donc les véritables obstacles à la candidature turque ?

R. : L'économie n'est pas un obstacle mais il y a des milliers d'autres obstacles : pour les Scandinaves c'est la question kurde et les droits de l'homme, pour les autres européens c'est la peur de l'inconnu, de la masse car il y a 65 - 67 millions de Turcs. En plus l'Europe est confrontée à d'autres élargissements qu'elle ne sait pas comment juguler. L'Europe change, elle devient à deux

* Université de Paris X

vitesse. Je veux dire que la Turquie ne veut pas de l'Europe pour ses beaux yeux mais pour se changer beaucoup plus facilement.

Q. : Un an après le début de la diplomatie dite du « tremblement de terre », considérez vous que les relations gréco-turques se sont améliorées?

R. : On constate un changement fondamental des relations entre les deux peuples, il y a un soulagement, une détente incroyable, comme si on avait découvert un cousin qu'on croyait perdu. Du côté grec on estime que le « danger turc » a commencé à se dissoudre et du côté turc on a découvert quelqu'un, qui n'est pas vraiment vilain. En ce qui concerne l'opinion publique, la presse cela marche très bien. Du côté des gouvernements il y a des petits problèmes car la clé c'est Chypre. Sans la solution du problème de Chypre il ne peut pas y avoir de paix durable entre la Grèce et la Turquie. Or les deux parties veulent jouer encore leur jeu jusqu'à ce que l'Europe présente sa position. Or tant que l'Europe donne l'impression aux Chypriotes grecs que même sans accord avec les Chypriotes turcs ils peuvent s'y intégrer on comprend pourquoi Cléridès n'est pas flexible.

Q. : Au cours de l'été on a observé un certain durcissement turc à propos de Chypre¹. Comment expliquer cette attitude ?

R. : Ce sont de petits incidents. Ce n'est pas une politique de durcissement.

Q. : Pensez vous qu'il y aura un règlement global des litiges gréco-turcs ou une solution séparée pour chacun de ces litiges ?

R. : A mon avis il faut un règlement global, un *package deal*. En ce qui concerne l'Égée, les Grecs doivent par exemple pouvoir dire « nous avons gagné » et s'agissant de Chypre les Turcs doivent pouvoir dire « nous avons pu garder du terrain ». Car si on se met à résoudre les problèmes, les uns après les autres, cela va prendre des années et entraîner une frustration des opinions. Il y a actuellement une partie d'échecs entre Athènes et Ankara. On fait des petits pas. Je peux dire une chose : le rapprochement entre la Grèce et la Turquie est irrévocable. Mais il y aura des hauts et des bas.

Q. : A quelle date va intervenir ce *package deal*?

R. : Pas avant 2004. C'est la *dead-line* en ce qui concerne la mer Egée, pour savoir s'il faut aller ou non à la Cour internationale de Justice à La Haye et aussi en ce qui concerne Chypre².

Q. : Ne pensez vous pas que l'opinion publique grecque va douter de la possibilité de coopération avec la Turquie, ce qui va embarrasser MM. Simitis et Papandréou ?

R. : Il est sûr que MM. Simitis et Papandréou vont être gênés. Je pense que le côté turc doit faire des gestes d'apaisement qui ne coûtent pas grand chose.

Je reproche à mon gouvernement de n'avoir rien fait jusqu'à présent. Il a fait seulement une chose importante selon moi, mais qui n'est pas importante pour les Grecs, en poussant Denktash à aller aux négociations de New York alors que celui-ci refusait d'y aller³.

Q. : Denktash est-il un obstacle à une solution du problème de Chypre ?

R. : Sans Denktash il n'y aura pas de solution pour Chypre. Denktash a beaucoup plus de prestige dans l'opinion publique turque que le gouvernement turc lui-même.

NOTES

1. Le 29 juin 2000 les autorités militaires turques ont pris une série de mesures restrictives sur la libre circulation et les opérations du personnel de l'UNFICYP, c'est à dire de l'ONU, à Chypre. Et le 1er juillet l'armée d'occupation a fait avancer ses positions de 200 mètres en encerclant le village grec de Strovilia, en violation flagrante du statu quo dans l'île.
2. Les conclusions de la Présidence du Conseil européen d'Helsinki ont fixé à 2004 la date limite pour la solution de litiges frontaliers et de questions du même ordre qu'un pays candidat à l'UE aurait à résoudre.
3. Du 12 au 26 septembre 2000 s'est tenu à New York un quatrième tour de pourparlers intercommunautaires sous l'égide de M. Kofi Annan, Secrétaire général de l'ONU.